



SOCIÉTÉ

Le nouveau bac fait plus peur aux professeurs qu'aux élèves

Les examens du contrôle continu, dénoncé par les syndicats, doivent débuter en janvier.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION C'est la FCPE, première fédération de parents, qui a tiré la sonnette d'alarme. Le 22 décembre, elle a demandé le report des épreuves communes de contrôle continu - les « E3C » - du nouveau bac. Programmées pour les élèves de première entre fin janvier et début mars, selon les établissements, ces épreuves d'histoire-géographie et de langues introduisent 30 % de contrôle continu dans le baccalauréat nouvelle formule. Une grande nouveauté. C'est dans leurs salles de classe habituelles, loin du cérémonial des épreuves terminales du bac, que les élèves composeront, comme pour de simples « devoirs sur table ».

Outre « l'impréparation de la réforme », la fédération marquée à gauche, très critique à l'égard du nouveau bac, mais surtout du ministre, dénonce « le peu de possibilité de préparer les élèves en situation réelle » et « la pression constante » sur des lycéens soumis au contrôle continu et aux épreuves du bac.

Mais, du côté des principaux intéressés, en cette période de vacances, l'heure n'est ni au stress ni aux révisions. « Ces épreuves valorisent le travail régulier », estime Alice, 16 ans. Brillante élève à Louis-Le-Grand, elle réfute l'idée de pression permanente à chaque contrôle (les notes obtenues pendant l'année compteront pour 10 %). Pour les E3C à venir, elle passera l'histoire, l'anglais et le chinois. Quand ? L'établissement parisien n'a pas encore fourni les dates. « Dans ma classe,

nous n'avons pas de prof principal », ajoute-t-elle. Certains ont en effet choisi de résister en refusant cette tâche. Il faut dire que la réforme induit une charge supplémentaire pour ce professeur. Scolarisé dans un lycée privé à Avignon, Gauthier a, lui, un professeur principal. Il connaît déjà les dates de ses épreuves. « Je n'y accorde pas beaucoup d'importance. Je travaille tout au long de l'année », résume le jeune homme. « C'est comme un bac blanc », explique Myriam. Au lycée Montalembert de Courbevoie, elle constate que « c'est surtout les profs qui stressent... ».

Numérisation des copies

Grands détracteurs de la réforme du bac, le Snes, syndicat majoritaire du second degré, et le Snalc, demandent une annulation des E3C. Ils pointent la précipitation du ministre, « les charges administratives » dont vont hériter les enseignants ou les indemnités de correction « indignes ». Au syndicat des personnels de direction (SNDPEN-Unsa), on a toujours soutenu la réforme de Jean-Michel Blanquer. Mais l'on s'inquiète de la « numérisation » des copies. Les enseignants devront les scanner et les envoyer à la direction des examens et des concours, qui les redistribuera ensuite aux correcteurs. « Tout ceci va être chronophage et nous ne sommes pas à l'abri d'un bug », prévient Philippe Vincent, le « patron » du SNPDEN. Il demande au ministère une correction papier, à l'ancienne. Faute de quoi, les professeurs pourraient bien refuser de scanner ces copies...

Ces épreuves communes organisées lo-

calement risquent-elles de mettre en danger la valeur nationale du bac ? Le Snes et le Snalc agitent la menace depuis le début. Les élèves, eux, ne savent pas trop quoi en penser. Au ministère, on assure que les commissions d'harmonisation garantiront l'équité de traitement. Comme c'est le cas, déjà, pour le bac ancienne version. ■